

- 6° Les domaines géographiques et professionnels dans lesquels l'entreprise entend porter ses salariés ;  
 7° Le nombre de salariés permanents que l'entreprise emploie ou envisage d'employer pour assurer le fonctionnement de ses propres services.

R. 1254-4

Décret n°2015-1886 du 30 décembre 2015 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La déclaration préalable est datée et signée par le représentant légal de l'entreprise de portage salarial. Elle est adressée en deux exemplaires, sous pli recommandé avec accusé de réception, à l'inspection du travail dont relève le siège de l'entreprise. Elle est adressée dans les mêmes conditions à l'inspection du travail dont relève la succursale, l'agence ou le bureau annexe dont l'ouverture est prévue. L'entreprise de portage salarial informe l'inspection du travail des modifications de sa situation.

R. 1254-5

Décret n°2015-143 du 10 février 2021 - art. 10

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'agent de contrôle de l'inspection du travail, après s'être assuré de la conformité de la déclaration préalable avec les obligations prévues aux articles **R. 1254-2** et **R. 1254-3**, en retourne un exemplaire visé à l'expéditeur dans un délai de quinze jours à compter de la réception.

L'entrée en activité de l'entreprise, de la succursale, de l'agence ou du bureau annexe ne peut précéder la réception du document mentionné au premier alinéa ou l'expiration du délai prévu par cet alinéa.

[service-public.fr](http://service-public.fr)
[> Portage salarial : Décrets portage salarial](#)

## Chapitre V : Dispositions pénales

### Section I : Travail temporaire

R. 1255-1

Décret n°2015-1886 du 30 décembre 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de conclure un contrat de mission ne comportant pas les mentions prévues aux 2°, 4° et 5° de l'article **L. 1251-16** est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe.

R. 1255-2

Décret n°2015-1886 du 30 décembre 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait, pour la personne responsable de la gestion des installations ou des moyens de transports collectifs dans l'entreprise utilisatrice, d'empêcher un salarié temporaire d'avoir accès, dans les mêmes conditions que les salariés de cette entreprise, à ces équipements collectifs, en méconnaissance des dispositions de l'article **L. 1251-24**, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe.